

«Il faut se demander qui intègre qui»

«Vivre, travailler et décider ensemble», un principe dont l'ASTI est la garante et que l'association qui fête ses 40 ans, aimerait voir appliquer de manière plus systématique dans notre société multiculturelle.

Cela fait 40 ans que l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI) bataille en faveur du vivre ensemble et de l'intégration. À cette occasion et pour que son slogan soit sur toutes les lèvres, l'ASBL organise une série de manifestations jusqu'à la fin de l'année 2020.

De notre journaliste
Sophie Kieffer

La société luxembourgeoise est très riche de par son caractère multiculturel. Cette diversité est très positive. L'immigration n'est plus uniquement faite d'ouvriers ni d'employés des communautés européennes comme c'était le cas quand l'ASTI a été créée», a indiqué Laura Zuccoli, présidente de l'ASTI. «Aujourd'hui, toutes les classes sociales arrivent au Luxembourg. C'est la raison pour

laquelle nous estimons qu'il faut parler de vivre ensemble et non plus d'intégration. Si on considère que 50 % des habitants du pays ont un passeport luxembourgeois, on peut se demander qui intègre qui. Les frontaliers ne doivent pas être oubliés. Il faut trouver le moyen de les intégrer eux aussi à notre société», constate-t-elle encore. Quarante ans après sa création, le

8 novembre 1979, l'ASTI n'a pas perdu de vue son objectif, et ce, même «si le Luxembourg a beaucoup changé». Ses fondateurs avaient pressenti l'importance des migrations dans un monde en changement et les remous qu'elles pourraient causer à la cohésion sociale. Depuis le début, l'ASTI se bat contre les idées populistes et racistes. Elle est une force de propositions, un lanceur d'alertes au niveau politique et n'hésite pas à montrer l'exemple en matière d'accueil.

présidente. Cette fête est un des événements organisés par l'association à cette occasion.

Treize conférences-débats seront organisées sur des thématiques en lien avec l'immigration comme «Being Black in Luxembourg» ou «Histoires de football: rouge, blanc, noir et toutes les couleurs» par Denis Scuto, des sondages TNS Ilres seront spécialement réalisés au cours de l'année à venir, un spectacle *Les Frontalières*, *Terra Incognita* évoquera la vie des travailleuses frontalières, un livre, une fête du vivre ensemble et une exposition de photographies de Norbert Ketter, photographe de l'immigration et du Bassin minier, suivront.

Tous ces projets ont pour but de témoigner de l'évolution de la société, d'animer et alimenter le débat autour du slogan de l'ASTI, de montrer le travail réalisé en 40 ans et de promouvoir les rencontres interculturelles. L'ensemble du programme est disponible sur www.asti.lu.

«Pas de séance académique»

Son slogan «Vivre, travailler et décider ensemble» reste plus que jamais d'actualité. D'ailleurs, Laura Zuccoli aimerait qu'il soit mis en avant à l'occasion du quarantième anniversaire. «Il n'y aura pas de séance académique, mais une grande fête populaire au parc Laval à Luxembourg à l'occasion de la fête de la Musique», indique la



Photo: archives iq/alain rischard

«Il faut parler de vivre ensemble et non plus d'intégration», suggère Laura Zuccoli.

L'immigration gravée dans la pierre et sur la toile

La Ville de Luxembourg porte des traces de l'immigration jusque dans ses murs. Au gré des époques, l'immigration a laissé des traces que les étudiants de Michel Pauly à l'université du Luxembourg ont suivies et rassemblées dans une application pour l'anniversaire de l'ASTI. Intitulée «Itinéraire des lieux de mémoire sur les migrations dans la ville de Luxembourg», elle est disponible gratuitement en trois langues sur izi.TRAVEL et peut être visionnée sur tous les supports numériques ou servir d'audioguide.

Cet itinéraire entraîne à travers l'histoire. Tout commence au XVI^e siècle. Un tailleur de pierres saxon laisse alors sa trace sur le portail de la cathédrale. Plus tard, au XIX^e siècle, rue Philippe-II, une agence de voyages proposait d'émigrer aux États-Unis. Un arrêt Beim Béinchen au Pfaffenthal reflète les conditions de vie des immigrés. Insalubres, il y a 40 ans, les logements étaient accessibles. Aujourd'hui, les prix y flambent. L'application montre la difficulté de trouver sa place.

VITE DIT

ÉLECTROMOBILITÉ
En ce début de semaine s'est tenue une conférence internationale sur l'électromobilité à Neimënster. Claude Turmes et François Bausch ainsi que leurs homologues du Forum pentalatéral ont abordé le développement de la mobilité électrique dans ses dimensions spatiales et sectorielles. Il a été décidé de poursuivre les travaux au sein du Forum pentalatéral et de faire un suivi annuel au niveau ministériel afin d'accélérer le développement de ce secteur en vue des objectifs de décarbonisation sur base des accords de Paris et l'objectif zéro carbone 2050.

NIGER
La ministre de la Coopération au développement et de l'Action humanitaire, Paulette Lenert, revient du Niger, un des sept pays partenaires prioritaires de la coopération luxembourgeoise. Elle a signé une augmentation de 11,5 millions d'euros des enveloppes de budgets pour des projets dans le domaine du développement rural, de la gestion des dépenses publiques ainsi que de l'eau et de l'assainissement, secteur où le Luxembourg est chef de file. Ce qui porte l'aide à 97 millions d'euros, faisant du Niger le premier pays bénéficiaire d'aide publique au développement luxembourgeoise.



Photo: afp

L'empereur Naruhito du Japon a solennellement proclamé hier son intronisation au cours d'une cérémonie au palais impérial de Tokyo en présence de 2 000 invités, dont des chefs d'État et dignitaires de quelque 180 pays. Parmi eux, le Grand-Duc Henri venu seul.

éditorial

de notre journaliste
David Marques



dmarques@lequotidien.lu

Le couteau sous la gorge

L'union fait la force. Du moins en principe. La récente actualité internationale vient en effet contrarier ce principe. Non, il n'est pas évident de réunir les 27 (ou 28) pays de l'UE autour d'une seule et même position. Et pourtant, c'est possible. Réunir les 15 membres du Conseil de sécurité de l'ONU, dont les cinq membres permanents possédant un droit de veto, n'est pas évident non plus. Et pourtant, c'est possible. Et n'évoquons même pas la nécessité de réunir la communauté internationale autour d'une même position pour lutter contre le réchauffement climatique. Et pourtant, 195 États ont signé en 2015 l'accord de Paris.

Un des problèmes majeurs est que les tractations parfois pénibles pour développer une position commune rendent vulnérables ces institutions internationales. La semaine dernière, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté, certes à l'unanimité, une déclaration dans laquelle il s'inquiète «du risque de dispersion» des jihadistes retenus prisonniers en Syrie. Le poids de la Russie, alliée de la Syrie, au

Conseil de sécurité fait cependant que l'ONU n'a pas encore condamné l'offensive militaire turque contre les Kurdes. Les États-Unis de Donald Trump, qui ont décidé de lâcher les Kurdes, portent eux aussi leur part de responsabilité dans cette escalade militaire, momentanément stoppée par une trêve.

L'Europe se montre aussi incapable d'envoyer un signal fort à Recep Tayyip Erdogan. Le président turc joue avec succès la carte des migrants que son pays héberge pour le compte d'une UE qui préfère financer un régime douteux au lieu de faire preuve de solidarité.

Aujourd'hui, les deux institutions se retrouvent avec le couteau sous la gorge. Le chaos déclenché par la Turquie a déjà permis à plusieurs centaines de combattants de l'EI de s'échapper des camps et prisons kurdes. Il s'agit d'une preuve supplémentaire que l'attentisme, combiné à une incapacité d'exercer une réelle pression sur le plan international, met en danger l'essence même de l'UE ou de l'ONU: assurer un équilibre géopolitique stable.